

Centres de femmes

LA SOUPE BOUT

Réunies les 26 et 27 janvier dernier dans un hôtel de Montréal, une centaine de représentantes de 53 centres de femmes du Québec¹ ont entamé un dialogue qui pourrait à moyen terme donner naissance à une organisation provinciale de centres de femmes.

Non, elles ne l'ont pas formée cette organisation. Après tout, c'était la première fois qu'elles se rencontraient et devant un bailleur de fonds par surcroît, ce qui n'a pas manqué d'orienter les débats. Invitées par le Secrétariat d'État à parler de l'impact et du financement de leurs centres, elles ont surtout parlé argent, cet argent qui leur manque tant pour faire vivre les 65 centres de femmes² qui existent actuellement au Québec.

Pas question donc, comme le disait si bien l'une des participantes, de laver son linge sale en public, même si elles avaient terriblement envie de se parler de leurs pratiques, de leurs difficultés, de leurs succès. Venues de tous les coins du Québec, de la Sentinelle des Îles de la Madeleine, dont les grandes fenêtres donnent sur la mer, au petit logement du quartier Rosemont, elles sont venues dire à tour de rôle: «Nous n'avons pas à justifier notre existence. Nous sommes des créations de femmes, un lieu concret d'application du mouvement des femmes. Nous répondons à un besoin. Nous n'existons pas par la grâce de nos bailleurs de fonds. Nous demandons la reconnaissance sociale de notre travail. Nous revendiquons le droit à un financement adéquat et permanent.»

Organisateur de ce colloque, le Secrétariat d'État aurait souhaité que les centres discutent plus à fond de leurs orientations, de leurs activités, de leurs actions, des services qu'ils offrent. Les centres ont préféré parler des programmes de subvention dont les critères imposent souvent un jeu de cache-cache avec l'orientation; de leur financement fait de programmes de création d'emploi qui leur imposent un important roulement de personnel et handicape la continuité dans le travail; du 38% de leur temps passé à chercher du financement; des liens qu'elles ne peuvent s'empêcher de faire entre les récentes coupures dans les services sociaux et les services qu'elles rendent maintenant à moindres coûts; de l'argent quoi, de l'argent qui manque, de l'argent dont il faut parler tout d'abord pour pouvoir ensuite parler du reste.

Pour Danielle Quirion, coordonnatrice de ce colloque, rien de bien étonnant dans ce revirement: «Les femmes ont exprimé leur colère face aux conditions de financement de leurs centres. Elles en avaient gros sur le cœur et n'avaient jamais eu l'occasion de le dire.»

Toutefois, pour la directrice nationale du Programme de promotion de la femme, Lyse Blanchard, l'appel lancé par les centres pour un financement permanent ne saurait être adressé qu'au Secrétariat d'État. En effet,

soutient-elle, même si le budget de ce programme quadruplait en quatre ans, il ne suffirait pas à financer le fonctionnement de cette soixantaine de centres qui ont évalué leurs besoins moyens de fonctionnement à 50 000\$ par année.

Un comité d'étude

Au terme de ce colloque de deux jours qui a souvent pris les allures d'un vaste «brainstorming», les centres se sont donné un comité d'étude formé de douze femmes, représentant toutes les régions du Québec (sauf le Saguenay Lac St-Jean, absent au colloque) et qui doit travailler, au cours des prochains mois, à la préparation d'un second colloque où les centres continueront le débat déjà amorcé sur le type d'organisation qu'ils veulent ou non se donner.

À travers toutes les difficultés de ce premier colloque organisé à la hâte, émerge en effet une volonté commune des centres de se donner des lieux de réflexion, de briser leur propre isolement, eux qui se proposent de briser l'isolement des femmes. Même s'ils n'ont pas un point de vue unifié sur leur rôle dans la société ou même dans le mouvement des femmes, les centres sentent tous plus ou moins qu'ils sont «la base» du mouvement, ses agents multiplicateurs. Comme le disait une des participantes: «On n'a peut-être pas les mots pour dire comment les choses changent. Mais on le voit. Le mouvement des femmes est entré dans les maisons, dans les cuisines.»

Aux premières loges des changements qui s'opèrent dans le quotidien de milliers de femmes du Québec, les centres sentent aujourd'hui l'urgence de revenir sur leur vécu pour dévelop-

Rapport sur la pornographie

TROP FÉMINISTE POUR ÊTRE OBJECTIF

Ce rapport volumineux de 230 pages dactylographiées, à l'allure un peu rébarbative, aborde cependant un sujet qui n'a pas fini de «passionner». Intitulée «La pornographie», voici une «étude préliminaire» de la question sous toutes ses facettes.¹

Le rapport débute d'ailleurs sur la confusion qui entoure les mots pornographie, érotisme et obscénité, ces termes quasi interchangeable lorsqu'on discute «porno» et qui pourtant ne le sont pas. Écartant la notion d'obscénité comme une «idée qui requiert un jugement de valeur» (A. Dworkin), les auteur-e-s du rapport s'attardent surtout sur les deux autres termes en tentant de bien les distinguer: «le facteur décisif entre les deux n'est ni le nu, ni l'explicite, mais la dignité». Et en arrivent à une définition claire de la pornographie: «Représentation généralisée de la sexualité, la pornographie est une description ou représentation explicite, verbale, écrite ou imagée de comportements sexuels, qui considère l'être humain, surtout les femmes et les enfants, comme des objets purement sexuels à exploiter et à manipuler sexuellement. C'est avant tout l'expression d'un rapport de force, d'un abus de pouvoir et l'exaltation de la domination d'un être humain sur un autre, et c'est pourquoi le matériau de base de la pornographie consiste surtout en



per des analyses. Mais si la réflexion doit s'amorcer, l'action dans chacun des centres doit pouvoir continuer... et pour cela il faut des sous.

«La soupe bout. Et cette soupe qui bout dans les centres de femmes, c'est le quotidien des femmes.»

• CAROLE BEAULIEU

1/ Ont été identifiés comme «centres de femmes» par le Secrétariat d'Etat les centres ayant un local ouvert au moins dix heures par semaine et touchant la condition féminine en général. Ainsi ne correspondaient pas à ces critères un centre de santé parce qu'il travaille sur un seul sujet, ou un collectif de femmes qui se réunit une fois par mois parce qu'il n'assume pas de permanence dans le milieu.

2/ Conformément à une enquête menée en novembre dernier par le Secrétariat d'Etat auprès de 41 centres de femmes du Québec.

Santé

UN BESOIN ÉVIDENT

Quand les militantes du Centre de santé des femmes de Sherbrooke ont publié leur document **Femmes - Santé - Autonomiel** l'automne dernier, elles avaient un public bien précis en tête: les femmes peu informées sur l'auto-santé.

On a choisi une formule en conséquence: des dépliants thématiques illustrés et contenant des informations techniques et objectives, une vision critique et un aperçu des approches alternatives. Il y en a huit en tout, présentés dans une pochette cartonnée, et qui abordent, entre autres sujets, l'examen gynécologique, la contraception... mais douce, la petite histoire de la sexualité des femmes, les maternités librement choisies, etc.

1 000 pochettes tirées... 750 vendues. «Il y a un besoin évident», commente Danielle Dupuy, une des militantes du Centre. «C'est pourquoi nous préparons actuellement cinq autres dépliants que les femmes pourront com-

mander et ajouter à leur pochette.» Les thèmes à venir: cape cervicale, ménopause, périnatalité, obésité et boulimie, maladies transmises sexuellement.

Si vous êtes de celles qui ont tout lu, vous ne trouverez pas de réponses ici. Mais qui sait, votre sœur, votre voisine de palier, vos clientes... On commande la pochette au Centre de Santé des Femmes de Sherbrooke, 254 rue Ball, app. 2 Sherbrooke J1H 1V4. Tél.: (819) 564-7885 (3\$ ou 5\$ prix de soutien, plus les frais de poste: 1\$ pour 1 ou 2 documents, 2\$ pour de 3 à 10 copies).

• MARIE-CLAIRE DUMAS

des femmes et des enfants».

Le rapport procède ensuite à un tour d'horizon sur à peu près tout ce qui a été fait ou dit sur le sujet tant de la part des féministes que des chercheurs de tout acabit sans oublier les enquêtes menées au Canada depuis 10 ans, l'ampleur de l'industrie pornographique ainsi que de la violence sexuelle au Canada, l'utilisation «thérapeutique» de la porno en milieu professionnel... et j'en passe. Mais le clou de ce rapport, ce sont «les effets de la pornographie sur le comportement et le vécu de la population adulte au Canada». Voilà ce que ces chercheurs-e-s voudraient savoir, et vite. En fait, le rapport préliminaire devait servir à convaincre le ministère de la Justice du Canada de subventionner une recherche spécifique sur cette question. Mais le ministère a refusé, jugeant le rapport trop «féministe» et donc, pas assez «objectif».

Et la violence?

Si cette recherche montrait un lien évident entre violence et pornographie, comme l'espèrent ses auteur-e-s, cela marquerait certainement un tournant important dans la lutte contre la pornographie. Il y a d'ailleurs eu très peu de recherche sur cet aspect de la question. Créée

à la fin des années soixante, la Commission présidentielle sur l'obscénité et la pornographie aux États-Unis est encore aujourd'hui considérée comme «l'une des seules références fiables et recommandables quant aux effets et conséquences de la pornographie». Cette Commission avait conclu que «les matériaux sexuels n'exercent aucune influence nuisible que ce soit sur les adultes et sur les adolescents», quoique «58% des policiers sont convaincus du contraire en ce qui concerne la délinquance juvénile. (...) De plus, il semblerait que dans les recherches sur le comportement des individus exposés à la pornographie, on n'a jamais utilisé de matériel ayant un contenu explicitement agressif».

Bien sûr, des chercheuses et/ou théoriciennes féministes ont laissé entendre qu'il y avait bel et bien un lien entre la violence et la pornographie. Parmi les 929 femmes qui répondirent à la question de Diana Russel (dont l'enquête est partiellement publiée dans **L'Envers de la nuit**), «Avez-vous déjà été indisposée par quelqu'un qui voulait vous amener à faire quelque chose qu'il avait vu dans des livres, des images ou des films pornographiques?» 89 (10%) «ont déclaré avoir vécu cette expérience au moins une fois».

La recherche ici proposée se veut dans la même optique que l'enquête de Diana Russel mais à l'échelle du Canada et en définissant préalablement le terme «pornographie» pour qu'il veuille dire essentiellement la même chose pour tout le monde. Et les auteur-e-s, conscient-e-s du côté insultant d'une recherche scientifique qui, 10 ans plus tard, «prouve en laboratoire ce que les femmes disent depuis beaucoup plus longtemps encore», ont l'intention de procéder par témoignages et par sondages, tant auprès des femmes victimes de violence et des victimes «potentielles» (toutes les autres femmes) que des consommateurs de porno, des hommes qui battent les femmes, des violeurs ainsi que tous les intervenant-e-s sociaux.

Et nous voilà, nous les femmes, dans la position absurde, inconfortable mais souvent éprouvée, d'espérer que le pire soit vrai pour que le mieux s'ensuive...

• FRANCINE PELLETIER

1/ La pornographie, Richard Poulin, Cécile Coderre, du département de sociologie de l'Université d'Ottawa.

2/ Ed. du Remue-ménage, Montréal, 1983.